

Il est urgent d'inverser le cours des choses.



- Imposer une augmentation des salaires de 300 euros nets pour toutes et tous, pas un revenu, salaire, retraite inférieurs à 1500 euros nets, une allocation formation égale au SMIC pour tous les jeunes.
- Instaurer une véritable égalité professionnelle entre hommes et femmes.
- Refuser les destructions d'emplois, les plans de licenciements, les suppressions d'emplois massives dans la fonction publique, la précarité qui s'installe partout. Imposer l'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail pour en finir avec le chômage.
- Assurer à tous et toutes une retraite complète sur la base du meilleur salaire après 37,5 annuités maximum, à 60 ans au plus tard et à 55 ans pour les travaux pénibles
- Garantir l'accès à des soins et médicaments remboursés à 100% par la Sécurité sociale.

Les exigences que nous portons dans ces élections sont celles de nos luttes, celles qui se sont exprimées ces dernières années dans les mobilisations des travailleurs du privé contre les licenciements et les salaires de misère, celles des salariés du public, dans les écoles, les hôpitaux, la Poste... contre les suppressions de postes, celles de la jeunesse pour le droit à un avenir digne de ce nom.

Toutes ces résistances mettent à l'ordre du jour la nécessité de riposter, tous ensemble, pour ne plus laisser une minorité de puissants décider du sort de tous.

C'est ce que vous pourrez exprimer en votant, le 14 mars prochain pour les listes présentées par le NPA.

Le Parti Socialiste et ses alliés PCF et Verts gèrent 20 régions sur 22. Ils prétendaient en faire des contre-pouvoirs pour résister à la droite...

En Haute-Normandie, des dizaines de millions d'euros d'argent public ont été distribués aux grandes entreprises de l'automobile, du pétrole, de la pharmacie qui pourtant font des profits, polluent et licencient...

Renault, GSK licencieurs... et subventionnés !

Renault, premier employeur privé de la région (Cléon, Sandouville, Dieppe, Grand-Couronne, Aubevoye et Saint-André de l'Eure) accapare les subventions publiques à coups de chantage à l'emploi. A Cléon, les subventions arrosent le nouveau moteur diesel R9M avec la promesse de maintenir 400 emplois : 1,114 millions d'euros de l'Etat, 2,4 du Conseil général et 1 de l'Agglo d'Elbeuf.

Les élus PS, PCF et Verts du Conseil Régional ont voté une aide remboursable à taux zéro d'un montant de 12 millions d'euros. Ils oublient de dire que cette aide a un coût pour le contribuable qui devra financer les intérêts payés aux banques pour l'emprunt de cette somme, soit environ 2,3 millions d'euros. Renault n'a pas besoin de cet argent, il a versé plus de 900 millions d'euros à ses actionnaires en 2008. Les aides publiques n'empêchent en rien les suppressions d'emplois : 4 000 à Sandouville, 1 000 à Cléon et encore 800 autres menacés.



Le groupe pharmaceutique GlaxoSmithKline (GSK), réalise d'énormes profits : 1 milliard d'euros au 4ème trimestre 2009 grâce au vaccin contre la grippe A et 1,5 milliard d'euros le trimestre précédent !

Depuis que Glaxo s'est installé à Evreux, de multiples aides de la région sont tombées dans ses poches, « au nom de l'emploi », mais sans aucune contrepartie. En 1999, c'est le pactole : le Conseil régional PS-PCF-Verts offre 1 million d'euros à Glaxo Evreux ! Depuis, ça continue. La région finance aussi le futur Bio-Normandie-Parc au profit des grands labos GSK et Sanofi. Dernier cadeau, en février 2009, juste après l'annonce du plan de 800 licenciements : un terrain de 6000 m2 au prix dérisoire de 43 centimes le m2 offert par la ville d'Evreux (PS-PCF-PRG).

Arrêt et restitution de toutes les aides publiques versées au patronat !

NOUS CONTACTER :
npa-27@hotmail.fr
npa.rouen-agglo@orange.fr
nouveauparti.lehavre@yahoo.fr

Le gouvernement casse les services publics, le Conseil régional l'accompagne.

L'éducation livrée aux patrons...



Non seulement le président de la Région, Alain Le Vern, subventionne les lycées privés, mais il se vante de privilégier l'apprentissage (30 millions d'euros par an versés aux employeurs d'apprentis pourtant déjà bien aidés par le gouvernement). L'apprentissage vide les lycées professionnels publics au profit des CFA contrôlés par le patronat. C'est une formation minimaliste, sélective, inégalitaire qui livre aux patrons des jeunes taillables, corvéables à merci. La Direction Régionale du Travail relève les nombreuses ruptures de contrats d'apprentissage, la faiblesse des poursuites d'étude, le dépassement des horaires légaux de travail, la fréquence des accidents et l'absence de tuteur dans bien des cas.

...Et la santé aux profiteurs

La loi Bachelot détruit l'hôpital public, ferme des services hospitaliers de proximité. Les agences régionales de santé, créées par cette même loi, vont autoriser le financement par les impôts régionaux des « maisons médicales » libérales. Cette loi qui privatise le système de santé, transforme l'hôpital en entreprise doit être abrogée.

Argent public pour les services publics. Arrêt des privatisations menées par la droite mais aussi par la gauche. Embauches massives dans les services publics.

La course au profit responsable de la crise écologique menace la planète. S'attaquer à la crise climatique c'est s'opposer à l'explosion des transports routiers, au gaspillage énergétique, aux modes de cultures et d'élevage intensifs...

En Haute-Normandie, déjà fortement polluée, le rail, pour les personnes comme pour les marchandises, est sacrifié au profit des autocars et des camions privés.

Estuaire : l'environnement sacrifié

La majorité du Conseil régional soutient le projet d'extension du port du Havre, de prolongement du grand canal afin de recevoir des bateaux de très gros gabarit. Un million de containers supplémentaire, c'est autant de camions sur les routes. Et pour la manutention et le stockage, 500 hectares de patrimoine naturel,

exceptionnellement riches en faune et en flore vont devenir la proie des investisseurs en tout genre.

Non au tout camion, développement du ferroutage.

Aux conséquences de la circulation automobile sur le changement climatique s'ajoutent les maladies et allergies générées par les pollutions, sans parler des nuisances sonores et des accidents. La majorité d'entre nous est obligée d'utiliser sa voiture, d'y consacrer 20 % de son budget. Pour réduire les déplacements en automobile et donc les émissions de CO2, non à la taxe carbone, oui à la justice sociale et écologique !

Transports publics régionaux gratuits, financés par les profits patronaux.

Dans notre région, il existe déjà six réacteurs nucléaires, nous exigeons l'abandon de l'EPR à Penly.

Création d'un véritable service public de l'énergie sous le contrôle des usagers, des travailleurs et qui donne un avenir à notre planète sans déchets radioactifs, ni effet de serre.



Agriculture : l'argent va à l'argent !

Les petits et moyens paysans souffrent d'une perte de revenu historique. Tous les secteurs de productions sont percutés par la crise et quantité de fermes normandes cesseront leur activité cette année même. Aucun agriculteur ne sait à quel prix il pourra vendre sa production. La seule chose dont il soit certain pour le futur, c'est du montant et des dates de ses remboursements à la banque.

Conseils généraux et Conseil régional sont devenus les sous-traitants de l'Etat pour accompagner la mise à mort de l'agriculture paysanne. Les aides accordées aux exploitations le sont la plupart du temps à des structures capables d'auto-financement. L'argent va à ceux qui sont déjà bien servis par ailleurs... Cette politique agricole est dévastatrice pour l'emploi paysan et profite avant tout à l'industrie agro-alimentaire.

Des agriculteurs en nombre, correctement rémunérés, produisant en quantité, qualité, à prix abordable, dans le respect des écosystèmes.